

Accès de la femme paysanne Turumbu au foncier et sa participation à la sécurité alimentaire en contexte de changement climatique dans une zone de transition à la Réserve de Biosphère de Yangambi (RDC). Expérience du village Lilanda en Province de la Tshopo

Par

**LIKAKA Angowakololo M¹, ESISO Asia-Amani. F², WELEPELE Elatre C³,
MUANASAKA Kabuital⁴.**

Résumé

L'objectif poursuivi par ce papier est d'analyser les différents modes d'accès au foncier par la femme paysanne Turumbu et comment cet accès ou non, influe sur sa participation efficace aux efforts du maintien de la sécurité alimentaire en contexte de changement climatique. L'étude est menée sur la population vivant à Lilanda, un village situé dans une zone de transition à la réserve de biosphère de Yangambi (RBYi), sur l'axe routier Kisangani-Isangi en République Démocratique du Congo.

Pour bien appréhender cette problématique, nous avons réalisé 105 entretiens individuels avec les habitants de Lilanda. L'approche genre était prioritaire et nous a permis d'analyser les rapports de pouvoir entre les sexes. Les entretiens ont été réalisés avec 68 femmes (65% des enquêtés) et 37 hommes (35% des enquêtés). Un focus group a été également réalisé en vue de recouper les informations reçues des entretiens. 5 focus group composés de 6 à 7 personnes selon le sexe des enquêtés. Les données issues de ces entretiens ont été traitées à l'aide du logiciel R et appuyé par Excel 2013.

Les résultats témoignent que l'apport de la femme paysanne Turumbu à la sécurité alimentaire, en contexte de changement climatique, demeure perceptible malgré quelques difficultés comme l'indique les réponses données par tous nos enquêtés (100%). Cependant, il existe une réglementation qui régule l'accès au foncier (70%) et 60% de nos enquêtés reconnaissent que cette réglementation est favorable à la femme. Les habitants de Lilanda affirment que la coutume ne constitue pas un frein pour l'accès de la femme à la terre à en croire 90% de nos enquêtés. Toutes les femmes sans exception aucune, ont le droit d'accéder au foncier au même titre que les hommes, cependant, celles-ci ne peuvent prétendre à la propriété foncière. Les femmes divorcées et celles vivant seules ont beaucoup plus de facilité d'accéder à la terre que les femmes mariées qui sont dépendantes de leurs maris. Ainsi, les résultats montrent que différence des privilèges et de pouvoir entre les sexes par rapport au foncier. L'accès est garanti à tous les sexes mais la propriété appartient aux hommes.

¹ Est Enseignante-chercheuse à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kisangani au Département de Sociologie en République Démocratique du Congo.

² Est Professeur Ordinaire à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kisangani au Département de Sociologie en République Démocratique du Congo.

³ Est Professeur Associé à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kisangani au Département des Sciences Politiques et Administratives en République Démocratique du Congo.

⁴ Est Professeur Ordinaire à l'Institut Facultaire des Sciences Agronomiques de l'Université de Kisangani en République Démocratique du Congo.

Le changement climatique a un impact sur la sécurité alimentaire à Lilanda comme l'affirment 97% de cette population ayant été atteinte par les enquêteurs.

Ce changement se manifeste par des perturbations des saisons (47,62%), la baisse de production (25,71%) et le flétrissement des cultures (22.86%), pour ne citer que ceux-là.

La majeure partie de la population (43,81%) ne sait pas quoi faire face à ces perturbations climatiques. Certains préfèrent associer les cultures dans les champs (14,29%), d'autres préfèrent substituer les cultures qui ne s'adaptent pas (12.38%) à ce contexte.

Mots clés : Accès de la femme au foncier, sécurité alimentaire, changement climatique, Réserve de Biosphère de Yangambi, Lilanda, Zone de transition.

Abstract

Agriculture is particularly important and constitutes the backbone of almost all African national economies. In the DRC, agriculture employs more than 70% of the active population and contributes more than 60% to job creation. It is the main source of food for households and is therefore a key element for household food security. Women, who are, however, the main actors of agriculture and family food security, unfortunately remain marginalized by certain customs, as for their access to land. This state of affairs is complicated by the effects of climate change on agricultural activities.

In order to understand how women access land and how this access affects their participation in efforts to maintain food security in the context of climate change, we began this study at the Biosphere Reserve Yangambi in the village of Lilanda.

To properly address this problem, we conducted 105 individual interviews with the residents of Lilanda. The gender approach was a priority and we wanted to have a lot of women among our respondents. Interviews were conducted with 68 women (65% of respondents) and 37 men (35% of respondents). The data from these interviews were processed using the R software and assisted by Excel 2013.

The results show that the contribution of women to food security is perceptible as indicated by the answer given by all our respondents (100%). There is a regulation regulating access to land (70%) and 60% of our respondents recognize that this regulation is favorable to women. The people of Lilanda say that custom is not a barrier to women's access to land, according to 90% of our respondents. All women, without exception, have the right to access the land in the same way men. Divorced women and those living alone have much easier access to land than married women who are dependent on their husbands.

Climate change has an impact on food security in Lilanda, as 97% of this population is said to have been hit by investigators. This change is reflected in seasonal disturbances (47.62%), production decline (25.71%) and crop wilting (22.86%). The majority of the population (43.81%) do not know what to do with these climatic disturbances. Some prefer to combine crops in fields (14.29%), others prefer to substitute crops that do not adapt (12.38%) to this context.

Key words: Women's Access to Land, Food Security, Climate Change, Yangambi Biosphere Reserve, Lilanda.

Introduction

Désormais, à côté des recherches sur le phénomène climatique lui-même et la sécurité alimentaire, la prise en compte de l'accès de la femme au foncier, et sa participation au maintien de la sécurité alimentaire en contexte de changement climatique devient un enjeu crucial pour comprendre les fondements des systèmes d'actions chez les communautés vulnérables afin d'y faire face. D'entrée de jeu, disons avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, que « la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »⁵. Cela constitue actuellement la préoccupation de l'humanité tout entière. Cependant, au regard des effets de changement climatique sur nos sociétés, il se révèle nécessaire de questionner la situation de la femme paysanne, pour comprendre comment, dans un contexte de vulnérabilité structurelle et de changement climatique, elle continue à participer au maintien de la sécurité alimentaire dans le ménage et dans la communauté et à lutter contre ce changement.

Les effets du changement climatique sur les rendements agricoles et la sécurité alimentaire n'auront probablement pas les mêmes conséquences sur les hommes et les femmes. En raison de la féminisation croissante de l'agriculture observée au cours des dernières décennies, la sécurité alimentaire des familles, y compris à l'échelle mondiale, dépendra de plus en plus de la productivité des agricultrices et de leur aptitude à s'adapter au changement climatique⁶. Selon certaines estimations, si les femmes avaient plus facilement accès à la terre, au crédit et à d'autres intrants essentiels, le taux de croissance de l'agriculture dans les pays en développement pourrait progresser de 2,5 à 4 %⁷. Dans le contexte actuel d'épuisement des ressources et de changement climatique à un rythme qui laisse croire que l'urgence ne s'impose pas encore, et étant donné que ce changement n'a pas les mêmes conséquences pour les hommes et les femmes, une analyse selon le genre est nécessaire pour rendre compte de relations de pouvoir entre les sexes. La sécurité alimentaire chez les Turumbu en contexte de changement climatique et où la propriété foncière n'est pas coutumièrement garantie pour les femmes. Tenant compte du rôle nourricier de la femme dans les sociétés rurales comme à Lilanda, il se révèle important d'aborder ces questions.

L'accès de la femme paysanne au foncier, impacte-t-il sa participation à la sécurité alimentaire à Lilanda? Le changement climatique, a-t-il un impact sur la sécurité alimentaire à Lilanda? Telles sont les questions abordées ici, qui entrecroisent les points de vue social,

⁵ HELPE., Gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome; 2017, P.24.

⁶ Agarwal, B. « The gender and environment debate: Lessons from India », *Feminist Studies*, vol. 18/1, pp. 119-158, www.academicroom.com/article/gender-and-environment-debate-lessons-india. 1992

⁷ FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2010-2011, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf> 2011.

environnemental et culturel. Nous postulons dans ce papier que l'accès de la femme paysanne au foncier constitue un atout majeur qui renforce sa participation au maintien de la sécurité alimentaire.

Le défi d'assurer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale est l'un des enjeux les plus urgents de notre époque. Malgré l'engagement de réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim avant la fin de l'année 2015, tel qu'adopté au Sommet du millénaire, les dernières estimations font état d'environ 805 millions de personnes au monde qui ne comblent pas leurs besoins énergétiques, dont la majorité se retrouve dans les pays en développement (FAO et al⁸; Nations Unies⁹).

Selon la FAO, deux milliards d'individus, soit plus de 30% de la population mondiale, souffrent de la faim invisible, c'est-à-dire de carences en micronutriments¹⁰. Actuellement, l'impact des changements climatiques déjà ressentis par la plus grande partie de la planète, viennent renforcer la faim et par conséquent entraînent l'insécurité alimentaire. Par conséquent, le changement climatique est susceptible d'affecter les productions végétales et la biodiversité des écosystèmes naturels de façons très variées et complexes selon la zone climatique et la nature des agro écosystèmes.

D'après les prévisions, l'Afrique sera le continent le plus touché par le réchauffement planétaire. Les terres arides d'Afrique, appelées à devenir plus sèches avec le réchauffement de la planète, sont particulièrement vulnérables. Cette vulnérabilité aura des effets négatifs considérables sur le secteur agricole et pourrait rendre improductives des régions importantes de terres agricoles marginales¹¹. Or, l'agriculture est particulièrement importante et constitue le pilier de la quasi-totalité des économies nationales africaines. Elle est d'ailleurs le premier employeur du monde.

En RDC, l'agriculture emploie plus de 70% de la population active et participe pour plus de 60% à la création d'emplois¹².

Les femmes représentent 43 % de la main d'œuvre-agricole¹³. Le secteur agricole est le principal contributeur de l'économie de nombreux pays africains, avec une moyenne de 21%, variant entre 10 % à 70% du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays d'Afrique subsaharienne¹⁴. En 2009, le secteur agricole contribuait jusqu'à 40 % au Produit Intérieur

⁸ FAO, FIDA et PAM. *L'État de l'insécurité dans le monde 2014. Créer un environnement plus propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition*. Rome: FAO, 57 pages. <http://www.fao.org/3/a-i4030f.pdf>, 2014 (consulté le 8 mai 2015)

⁹ Nations Unies. *Plan de campagne pour la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire*. Rapport du Secrétaire générale A/56/326, New York, États-Unis. 2001, 65 pages.

¹⁰ FAO, FIDA et PAM. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012. La Croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition*. Rome: FAO, 69 pages. <http://www.fao.org/docrep/017/i3027f/i3027f.pdf> 2012 (consulté le 8 mai 2015)

¹¹ Chidumayo, E., David, O., Kowero, G., Larwanou, M., *Forêts, faune sauvage et changement climatique en Afrique*, African Forests, Nairobi; 2011.

¹² ANAPI, *Investir dans le secteur agricole en République Démocratique du Congo*, Cahier Sectoriel, Ministère de l'agriculture-RDC, Kinshasa, 2016

¹³ SIDA, *Women and land rights*, Gender Tool Box; 2015

¹⁴ Chidumayo, E., David, O., Kowero, G., Larwanou, M., *Op Cit*, p. 12

Brut congolais, mais cette contribution a baissé jusqu'à 17,4 % en 2014 suite à la résurgence des activités minières¹⁵.

Il a été prouvé qu'il existe une corrélation positive entre les droits de la femme à la terre et l'autonomisation de la femme, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté¹⁶. En Afrique, où les marchés relèvent plus d'une économie de subsistance, les femmes ont tendance à occuper une place prépondérante dans la sécurité alimentaire à travers l'agriculture et la collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL) tels que les chenilles et les champignons¹⁷.

En effet, les femmes constituent plus de 60% des petits agriculteurs et produisent environ les trois quarts de la main-d'œuvre dans la production et le traitement d'aliments¹⁸. Comme l'ont reconnu les participants à la conférence sur les droits fonciers des femmes africaines tenue à Nairobi au Kenya du 30 mai - 02 juin 2011, portant sur le droit des femmes à la terre et à la justice en Afrique, l'accès des femmes à la terre détermine non seulement le niveau de vie de leurs ménages et leur bien-être, mais aussi la sécurité alimentaire.

De plus, l'agriculture est au cœur de la vulnérabilité écologique, sociale et économique du continent africain, et les premiers à souffrir des manifestations de la variabilité du climat sont les paysans dont l'emploi et le revenu dépendent de l'agriculture et dont les capacités d'adaptation sont limitées (Kenya¹⁹ ; GIEC²⁰).

Dans la mesure où le changement climatique affecterait sensiblement l'agriculture, vu le rôle que joue la femme dans les sociétés rurales pour l'alimentation de la famille, elle serait la personne qui paierait le plus des impacts négatifs du changement climatique. Sa fonction nourricière étant tributaire de son accès à la terre cultivable, une analyse pour cerner minutieusement, comment elle accède au foncier dans ce contexte de changement climatique s'impose. Désormais, la femme doit faire front à la fois à la dégradation de la sécurité alimentaire, mais également penser des stratégies d'adaptation face aux changements survenus, et qui ne laissent pas stable la production agricole, base de la sécurité alimentaire.

Dans un contexte où les conditions climatiques sont toujours en train d'évoluer, les écosystèmes doivent continuellement s'adapter à des modifications diverses du climat. Les communautés tributaires des ressources naturelles du milieu doivent penser autrement leurs pratiques face aux différentes perturbations survenues, susceptibles de modifier la situation globale de leur existence. La réflexion devient plus pertinente encore, lorsqu'il s'agit d'une communauté locale en proie, d'abord à une pauvreté structurelle, ensuite aux contraintes de la rigidité des mesures de conservation dans une zone de transition d'une aire protégée, enfin à une vulnérabilité globale où l'accès de la femme au foncier n'est pas du tout acquis.

¹⁵ ANAPI, Ibid, p.32

¹⁶ SIDA, Ibid, p. 11

¹⁷ HELPE. *Op Cit*, p. 13

¹⁸ FAO, *Op Cit*, p. 12

¹⁹ Kenya, Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC, Genève, Suisse ; 2007

²⁰ GIEC, Changements climatiques 2007 : Rapport synthèse, GIEC, Genève ; 2007

De ce qui précède, le présent papier soutient l'idée selon laquelle, la participation de la femme paysanne Turumbu à la sécurité alimentaire en contexte des changements climatiques, est fonction de son accès au foncier d'une part, ainsi que des capacités de résilience dont elle dispose d'autre part.

Méthodologie

Sites et population

C'est Lilanda, village situé au cœur de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RBYi) qui a servi de cadre pour cette étude. La RBYi est administrativement située dans les territoires d'Isangi et de Banalia, province de la Tshopo en République Démocratique du Congo. Ses coordonnées géographiques sont comprises entre 24°18' et 25° 08' de longitudes Est et 00°43' et 01°08' de latitudes Nord, avec des altitudes variant entre 350 et 500 m (Kombele²¹ ; KabongowaTshikamba²²). La station éco-climatologique de l'Institut National d'Etudes et de recherches Agronomiques (INERA), anciennement dénommé INEAC (Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo belge) est localisée sur le Fleuve Congo, à 92 km à l'ouest de la ville de Kisangani²³.

La station de Yangambi jouit du climat équatorial du type Af selon la classification de Köppen (Kombele²⁴; Boyemba²⁵ ; Mate²⁶, Mohymont et Demarée²⁷). Cette zone se caractérise par des précipitations moyennes annuelles de l'ordre de 1 500 mm à 2 000 mm et par une température moyenne annuelle de 25 °C²⁸. La normale pluviométrique de la station de Yangambi-Km 5 est de 1826 mm pour la période de référence 1931–1980. Les pluies y sont abondantes et leur répartition temporelle est relativement uniforme. La station de Yangambi ne subit pas réellement de saison sèche mais on note deux minima peu après les solstices, l'un en janvier et février et l'autre en juin et juillet comme l'ont su bien dire Mohymont et Demarée.²⁹

²¹Kombele, M., *Diagnostic de la fertilité des sols dans la cuvette centrale congolaise. Cas des séries Yangambi et Yakonde*, Thèse en sciences agronomiques et ingénierie biologique, Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques De Gembloux : 456p ; 2004

²²KabongowaTshikamba, T., « Etude corrélative entre la phénologie du *Pericopsiselata* HARMS et les paramètres éco climatiques dans la région de Yangambi en République Démocratique du Congo » in *Geo-Eco-Trop.*, n°34: pp127 – 138, 2010

²³Mohymont, B. et Demarée, G., « Courbes intensité–durée–fréquence des précipitations à Yangambi, Congo, au moyen de différents modèles de type Montana » *Hydrological Sciences–Journal des Sciences Hydrologiques*, n°51 ; 2006

²⁴Kombele, M, *Ibid*, p. 324

²⁵Boyemba, F.B., *Ecologie de Pericopsiselata (Harms) Van Meeuwen (Fabaceae), arbre de forêt tropicale africaine à répartition agrégée*. Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, Faculté de sciences, Belgique : 181 p ; 2011

²⁶Mate, JP., *Croissance, phytomasse et minéralomasse des haies des légumineuses améliorantes en cultures en allées à Kisangani (République Démocratique du Congo)*. Thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles, Faculté des sciences, p 54, 2001

²⁷Mohymont, B. et Demarée, G., *Ibid*, p. 43

²⁸Ebuy, J., « Chute des litières et fertilité des sols sous plantations forestières dans le bassin du Congo : cas de la station I.N.E.R.A/Yangambi en R.D.C ». in *Journal of Animal & Plant Sciences*, Vol.31, Issue 1: 4843-4861 ; 2

²⁹Mohymont, B. et Demarée, G., *Ibid*, p.44

L'environnement humain de la RBYi est constitué majoritairement des peuples Turumbu et Bamanga (revendiquant le monopole de propriété coutumière des terres) et minoritairement des groupes ethniques allochtones rencontrés généralement à Yangambi-centre (Kyale,³⁰Mampeta³¹). Ci-dessous, la carte identifiant le village dans lequel les enquêtes ont été réalisées.

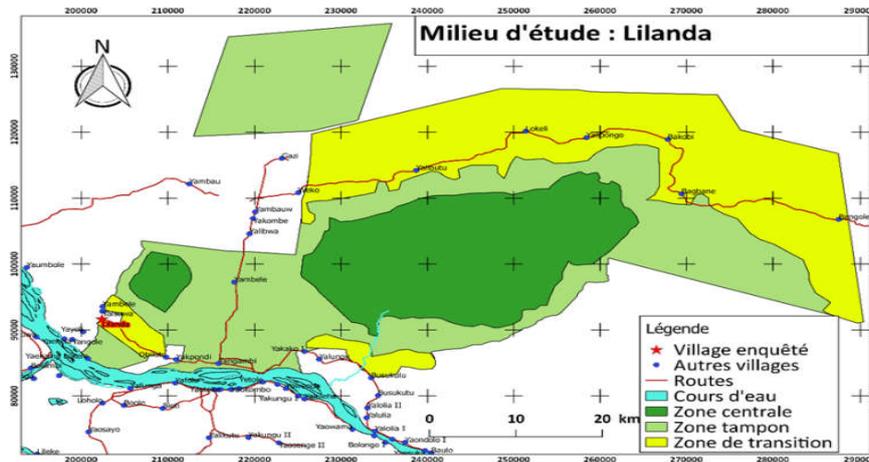


Figure 1 : Localisation du milieu d'étude

Enquêtes et analyses des données

Enquêtes

Les données qui ont servi à produire ces résultats, ont été collectés à travers des entretiens individuels, des focus group discussion et de la revue documentaire. L'approche méthodologique empruntée par cette recherche est essentiellement qualitative comme le préconisent d'autres chercheurs ayant travaillé sur l'accès des femmes au foncier (PRONAT³² ; Osborne et al.³³). Elle combine la collecte de données primaires à travers les différents instruments susmentionnés.

105 enquêtés ont été concernés par les entretiens individuels directs sur base d'un questionnaire préétabli (68 femmes soit 65% et 37 hommes soit 35%). Il s'est agi d'interroger les habitants dans les différents ménages, hommes et femmes confondus. Cependant, le nombre de femmes interrogées était supérieur à celui des hommes. La finalité était de recueillir le plus d'opinions de femmes à ce sujet. *Trois focus group* ont été réalisés dans le village sur base d'un guide, et ont bénéficié de la participation de 30 enquêtés dont 17 femmes soit 57% et 13 hommes soit 43%. Les résultats des focus group, qui ne sont pas

³⁰Kyale, J., 2017. « Pratiques Traditionnelles de Conservation de la Nature à L'épreuve des Faits Chez Les Peuples Riverains de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RDC) » *EuropeanScientific Journal* vol.13, No.8 ISSN: 1857 – 7881

³¹Mampeta, S., *Populations, Pouvoirs et Conflits autour des concessions forestières : Quelle gouvernance pour une exploitation durable à Isangi (RDC)*, Editions Universitaires Européennes, 2012, 518p

³²PRONAT, *Amélioration et sécurisation de l'accès des femmes au foncier au Sénégal, Rapport scientifique : projet de recherche action participative n° 104383-001*, 2003.

³³ Osborne, K. et Solanet, G., *Etude de cas sur le rôle et la place de la femme dans la médiation foncière au Nord Kivu*, Search for Common Ground-RDC, Goma, 2016

nécessairement présentés ici, nous ont été bénéfiques pour donner une première vue de la situation de l'accès de la femme au foncier dans le village de Lilanda. Ils nous ont en outre, permis de renforcer nos hypothèses de départ et par ricochet, développer une même compréhension des réponses issues des entretiens individuels. Notre échantillon était tiré occasionnellement. Ces différents instruments ont été complétés par l'observation directe désengagée pendant une période relativement longue de quatre semaines.

Analyses

Après la collecte des informations sur le terrain, nous avons procédé à la transcription des données qualitatives aux fins d'analyse. Pour ce faire, les données recueillies auprès des enquêtés ont directement été saisies dans un tableur Excel 2013. Le traitement proprement dit des données a été réalisé grâce au logiciel R sous son interface R Studio et Excel 2013.

Pour l'analyse des données qualitatives, la méthodologie utilisée dans cette étude repose sur une approche à la fois thématique et transversale. Elle consiste à comparer un entretien à un autre, les points de vue émis par les différentes cibles sur les questions formulées à travers les guides d'entretiens, le tout étant mis en corrélation avec les informations tirées de la littérature disponible. L'analyse transversale des entretiens permet de montrer les convergences et les divergences de vues au sujet de la thématique selon les différentes cibles interrogées. C'est cette approche qui a permis de comprendre les appréciations que les différentes cibles interrogées donnent à la place de la femme dans la question foncière.

Pour les données quantitatives, deux types d'analyse ont été faites. L'analyse univariée a consisté en des fréquences permettant de fournir les distributions de la variable selon ses différentes modalités. Dans le cas des variables continues comme l'âge des personnes enquêtées ou la taille des ménages dans lesquels, elles vivent, nous avons aussi fourni les caractéristiques de tendance centrale.

Résultats et discussion

Les résultats de cette étude sont structurés autour de quatre points, notamment : les caractéristiques socioéconomiques de la population, la gestion foncière à Lilanda, la femme paysanne face au foncier en milieu Turumbu, le changement climatique et la sécurité alimentaire, et la femme et la sécurité alimentaire.

Caractéristiques socio-économiques de la population d'étude

La majorité des personnes enquêtées sont des individus dont la taille du ménage varie entre 5 et 30 avec une moyenne de 10. Avec une telle moyenne, en termes de taille de ménage, nous pouvons nous donner une idée sur les nombres d'individus qu'une femme paysanne de Lilanda s'efforce à nourrir de par son travail de champ.

La figure ci-dessous, représente les différentes statistiques de la taille des ménages des enquêtés.

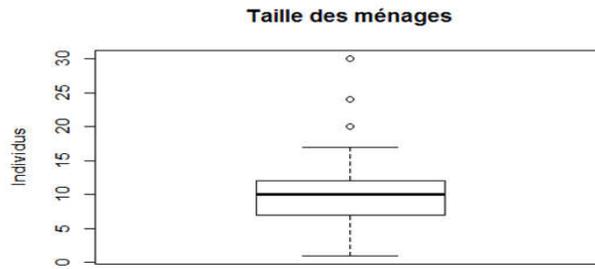


Figure 2 : La taille des ménages enquêtés

Les facteurs démographiques et socio-économiques sont des déterminants majeurs du bien-être d’une population (santé). Selon l’OMS, à mesure que la fécondité diminue, les revenus augmentent. Avec une taille moyenne d’environ 10 personnes par ménage, le ménage de Lilanda dépasse la taille moyenne de ménage en Afrique où une femme donnerait naissance à 5 enfants selon les statistiques de l’OMS en 2009.

Malgré leur importance démographique et leur dynamisme dans les processus productifs, surtout dans le domaine de l’agriculture, les femmes paysannes ne sont pas valorisées à leur juste titre. Munezero et ses collaborateurs³⁴, démontrent que les femmes continuent, dans leur grande majorité, à subir de façon disproportionnée le poids de la culture à caractère discriminatoire, de la pauvreté et de l’analphabétisme.

Alors que la femme a la charge sociale du fonctionnement de la vie domestique, réalise les travaux ménagers et prend soin des enfants et des autres membres de la famille, l’homme incarne l’autorité, prend les décisions capitales et fournit les moyens de subsistance aux membres du ménage. A Lilanda l’homme (chef de ménage) est généralement cultivateur (près de 90% des personnes enquêtées l’affirment).

Répartition des enquêtés en fonction du sexe

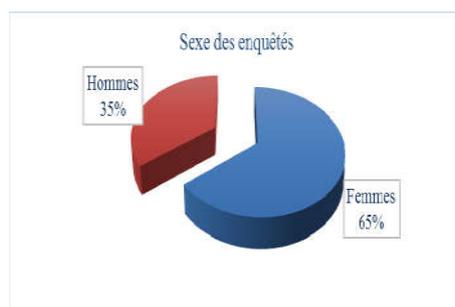


Figure 3 : Répartition des enquêtés selon le sexe

Considérant les finalités de cette étude, une attention particulière a été portée sur le genre. Pourtant, il ressort que sur les 105 personnes enquêtées, 68 étaient des femmes (soit 64,8 %) et 37 étaient des hommes (35,2 %). Cette proportion se justifie autant par la nature même de

³⁴Munezero, C., Kamwenubusa, E., Bizongwako, J.D., *Les enjeux de l’accès de la femme à la terre au Burundi, rapport alternatif sur la mise en œuvre de la convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes*, APDH, CAPAD et UNIPROBA Bujumbura ; 2016

l'enquête qui se veut être une analyse sur la question du genre autour de l'accès au foncier, à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

Gestion foncière à Lilanda

La figure suivante montre à qui revient la gestion du foncier à Lilanda



Figure 4. Gestion du foncier à Lilanda

Sur ce graphique, nous pouvons voir que plus de 50 % de la population de Lilanda pensent que la gestion des terres revient au chef du village. Environ 31 % de cette population pensent qu'en plus du chef du village, le chef du clan, le chef du secteur, le chef de la famille, ont une autorité sur le foncier.

Chez les Turumbu, la propriété foncière est un droit qui revient exclusivement au clan. « C'est un droit collectif appartenant à tous les individus en tant que faisant partie du groupe³⁵. Pourtant, le bien foncier, considéré comme indivis, serait géré par le représentant de la famille, du clan et/ou du village³⁶. Comme on peut bien le constater, les pouvoirs publics n'interviennent presque pas à la gestion des terres chez les Turumbu or, le sol et le sous-sol lui appartiennent pourtant.

Réglementation du foncier

La figure qui suit représente la perception des habitants de Lilanda sur l'existence des règles qui conditionnent l'accès au foncier.

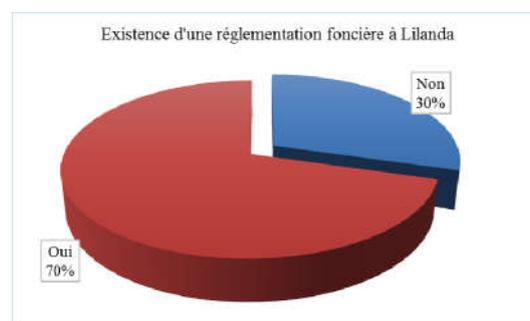


Figure 5. Existence d'une réglementation foncière à Lilanda

³⁵Mampeta S., Op.cit, p. 212

³⁶BambuLiena, P. et al., *Acquisition de terre par les populations urbaines auprès des communautés rurales de Kisangani*, Tropenbos International-RDC, Kisangani ; 2014.

La vie en communauté impose toujours des règles. La vie communautaire est donc subordonnée à un *modus vivendi*. Ainsi, les latinistes disent « *Ubisocietas, ubi jus* ». Ce qui impose que l'accès à la terre soit soumis à des règles à respecter. Aux termes de l'enquête, il ressort que plus de 70 % de la population de Lilanda enquêtée pensent qu'il existe des règles qui régulent l'accès au foncier. Alors qu'environ 30 % de cette population pensent qu'il n'existe pas des règles claires pour accéder à la terre dans leur village.

Femme face au foncier

Existence de la réglementation favorable à la femme

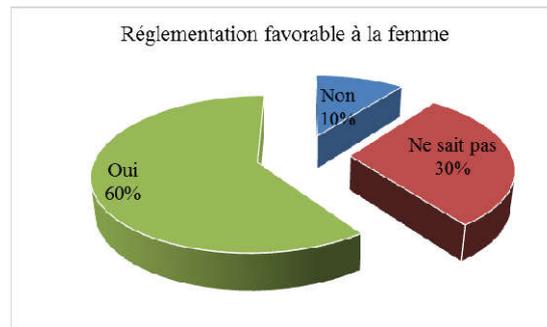


Figure 6. Réglementation favorable à la femme

De la figure ci-haut présentée, il ressort que 60% de nos enquêtés trouvent la réglementation foncière telle qu'appliquée à Lilanda favorable à la femme quant à son accès à la terre. 30% de nos enquêtés ne savent pas juger si oui ou non, cette réglementation est favorable à la femme. D'autres habitants de Lilanda (10% des enquêtés) estiment que cette réglementation n'est pas favorable à la femme.

De l'avis de nos enquêtés à Lilanda, toutes les femmes ont le droit d'accéder au foncier. Selon les personnes enquêtées, 60 % ont avoué que les règles relatives à l'accès au foncier étaient favorables à la femme. La coutume ne leur interdit pas non plus de posséder la terre. Il n'est pas le cas pour d'autres contrées des pays d'Afrique, où les jeunes femmes doivent consacrer le maximum de leurs forces à la reproduction sociale de la famille : priorité à la production de la nourriture sur le champ familial, à la transformation des aliments et aux enfants. L'accès aux facteurs de production personnelle (lopins de terre individuels) ne peut être concédé que plus tard. Mais en contrepartie, la coutume leur garantit la sécurité alimentaire et sociale à vie. Pour la majorité, la sécurisation concerne l'accès et le droit de cultiver ou d'exploiter et non la propriété foncière. La femme ne peut être propriétaire des terres, du fait de son statut d'épouse³⁷.

Toutefois, il faut souligner que l'accès de la femme Turumbu au foncier est aussi fonction de son état matrimonial. Les célibataires, veuves ainsi que les divorcées ou vivant seules, ont la facilité de posséder les terres que les femmes mariées. Ces dernières dépendent de leurs époux. Elles y accèdent de manière indirecte de deux façons : avant d'être mariée, la femme

³⁷Curriculum Apprentissage en animation en amont pour la conception participative des AHA, module 15: femmes et foncier.

travaille comme membre de la famille et participe aux travaux agricoles avec sa mère (terre appartenant à son clan d'origine). Une fois mariée, la femme travaille sur des terres appartenant à son mari ou à la famille de celui-ci³⁸.

Ce caractère « mobilier » la défavorise et la prive des droits fonciers. Toutefois, une petite ouverture peut lui être faite en ce sens que son époux peut toujours lui octroyer une portion de ses terres. En cas de décès de son mari, elle peut exercer le droit de propriété sur les terres à titre provisoire jusqu'à la majorité de ses enfants garçons surtout³⁹.

Françoise BIBIANE soutient, en ce sens qu'au Burkina Faso, les droits des femmes n'ont pas progressé dans les pratiques locales. Celles-ci demeurent exclues de fait du droit d'héritier d'une partie des terres familiales, malgré les dispositions favorables des textes en vigueur⁴⁰.

Kone et Ibo soutiennent, que dans les régions de Ferkessédougou (au Nord) et Abengourou (à l'Est) en Côte d'Ivoire, les traditions favorisant les discriminations de genre, confinent les femmes au rôle d'épouse, de mère, de nourricière, de main-d'œuvre familiale, etc. En outre, elles ont généralement des difficultés d'accès à la terre surtout pour la réalisation de cultures pérennes et pour l'obtention de revenus durables. Seulement 5% de femmes à Ferkessédougou et 30% dans la région d'Abengourou (50% à Niablé) possèdent au moment des enquêtes une plantation ou un verger⁴¹.

Selon la FAO en 2017, dans les pays en développement, entre 10 et 20 % des détenteurs des terres sont des femmes.

Au Burundi, certaines femmes (les Batwa) interviewées dans le site de Kibambwe en province Bubanza ont avancé que, étant donné leur situation d'analphabétisme, elles sont incapables d'acquérir des terres par achat, contrairement à certaines d'autres biens instruites et d'autres ethnies⁴².

Un rapport de la Banque Mondiale sur la Mauritanie surabonde dans cette optique. En effet, il postule que malgré la réforme foncière de 1983 qui reconnaît expressément aux femmes, au même titre qu'aux hommes, le droit d'accéder à la propriété foncière, les comportements et attitudes socioculturelles des sociétés oasiennes persistent encore. Nonobstant l'intérêt des femmes à accéder à la propriété foncière, seulement 2146 (soit un peu moins de 8% sont détenus par des femmes) sur 27 000 titres de propriété enregistrés au niveau national⁴³.

Contrairement à toutes les analyses précitées, il découle qu'il existe un hiatus entre l'avis des enquêtés de Lilanda par rapport aux autres. Devrait-on comprendre que Lilanda est un paradis pour les femmes ? Certes non ! Cette démarcation existerait de par la conception du fond. En

³⁸ Koné, M., *Femmes et foncier, des fiches pédagogiques pour comprendre, se poser de bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'ouest*, Côte d'Ivoire. 2011

³⁹ Curriculum Apprentissage en animation en amont pour la conception participative des AHA, Op.cit

⁴⁰ Bibiane, F., « La sécurisation foncière en milieu rural au Burkina Faso », Conseil Européen de la Recherche, France ; 2009

⁴¹ Koné, M., Ibid, p. 12

⁴² Munezero, C., Kamwenubusa, E., Bizongwako, J.D, Op. cit, p. 23

⁴³ World Bank Group, *Problématique de l'Accès des Femmes à la Propriété Foncière en Mauritanie. Etude de cas en préparation du (COP) pour promouvoir le genre*, 2015

effet, elle demeure dans le cas de Lilanda, un bien indivis entre les membres de la famille, du clan ou du village. Partant, la femme ne trouve pas de difficultés à accéder au foncier dans ce cas. Par ailleurs, certains enquêtés soulignaient que dans la culture Turumbu il n’y a pas de différence entre le sexe « masculin » et « féminin » autant que l’homme peut accéder au foncier, la femme, le peut aussi. La seule différence est que cette dernière ne peut jamais prétendre à la propriété foncière. Elle accède souvent au foncier entant que membre d’une communauté (clan, famille, ...).

Changement climatique et sécurité alimentaire

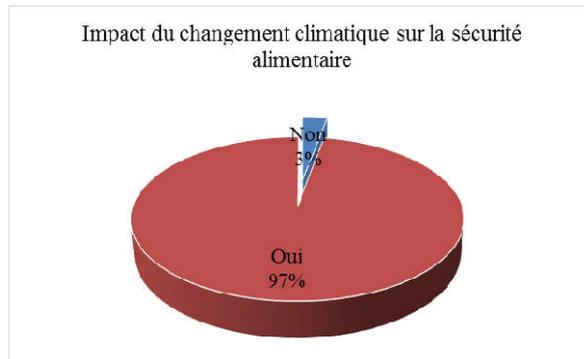


Figure 7. Impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire

Il ressort clairement du diagramme ci-haut repris que l’impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire est une réalité comme l’expriment 97% de nos enquêtés. Parmi les personnes avec qui nous nous sommes entretenu, 3% pensent que le changement climatique n’a aucun impact sur la sécurité alimentaire. Ci-dessous la figure en rapport avec les indicateurs clés de changement climatique sur la sécurité alimentaire.

Impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire

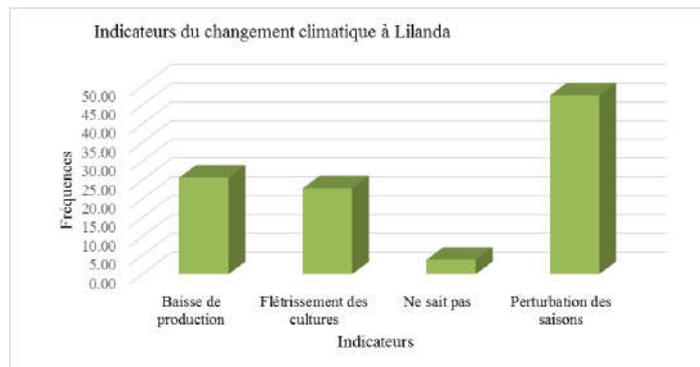


Figure 8 : Les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire à Lilanda

La figure précédente donne une idée sur les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire selon les habitants de Lilanda. Il ressort de cette dernière que la perturbation des saisons est l’indicateur le plus observé comme nous l’ont affirmé 47.62% de nos enquêtés. Il s’en est suivie de la baisse de production des cultures car 25.71% d’enquêtés ont observé une baisse de production de leurs cultures et l’utilisent pour témoigner des effets du changement

climatique. Le troisième indicateur utilisé par les agriculteurs de Lilanda, c'est le flétrissement des cultures qui a été observé par 22.86% de nos enquêtés. Si la plupart des enquêtés savent percevoir les effets du changement climatique dans leurs activités quotidiennes grâce aux impacts ci-haut indiqués, d'autres (3.81%) par contre, ne savent rien dire du changement climatique.

A Lilanda, les perturbations climatiques constituent un sérieux problème pour l'agriculture et par là, la sécurité alimentaire. La variabilité climatique y est déjà vécue. Les pluies deviennent de plus en plus rares et tombent au moment où on ne les attend pas.

Même de petits incréments de risques, sous la forme de pluies retardées ou diluviennes, de sécheresses prolongées ou de températures plus élevées, sont devenus une source majeure de pauvreté et d'insécurité pour les ruraux vulnérables. Les baisses de précipitations et d'écoulements et les hausses de température déjà constatées et annoncées dans la région d'Afrique Centrale font de cette contrée un site critique mondial⁴⁴.

Les cultures fanent, les rendements baissent et les besoins en eau de l'agriculture accroissent. Les résultats de Lilanda sont corroborés par ceux de BELANGER et al. Ces derniers analysent les impacts du changement climatique sur l'agriculture au Québec. Dans leurs études, ils postulent que la L'agriculture occupe une place importante dans l'économie québécoise et elle est largement influencée par les conditions climatiques. Ceci est d'autant plus vrai que plusieurs régions québécoises sont à la limite septentrionale de la production agricole. Les modèles météorologiques prédisent des changements climatiques au Québec au cours des cinq prochaines décennies, soit de 2 à 6 oC au cours de l'hiver et de 1 à 4 oC au cours de l'été. De plus, les changements climatiques seront plus importants dans le nord du Québec qu'au sud de la province. Ces changements climatiques projetés auront vraisemblablement des effets positifs aussi bien que négatifs sur l'agriculture des différentes régions du Québec⁴⁵.

DOUKPOLO abonde dans le même sens. Il soutient que les changements climatiques constituent une menace sérieuse pour le développement agricole dans l'Ouest de la Centrafrique. Les projections climatiques montrent une variabilité des précipitations, une élévation des températures et une recrudescence des phénomènes météorologiques extrêmes, les modifications de la durée des saisons de culture, la perturbation des cycles biologiques des cultures et autres micro-organismes utiles à l'environnement, des stress hydriques et thermiques plus intenses sur des périodes plus longues⁴⁶.

De ces études, il ressort que les changements climatiques seraient déjà perceptibles auprès de cultivateurs paysans et seraient la cause des faibles rendements observés. Partant, ils constituent un des défis majeurs aux agriculteurs en général, à la femme paysanne Turumbu

⁴⁴ SESAME, *Sécurité alimentaire et changement climatique en Méditerranée et Afrique de l'Ouest : quel agenda d'action pour la COP 21 ?*, Paris ; 2015

⁴⁵BELANGER et al, *Impact des changements climatiques sur les risques de dommages hivernaux aux plantes agricoles pérennes*. Rapport final - Projet A084. Fonds d'action pour le changement climatique, 2001, 65 pages

⁴⁶Doukpolo, B., *Changements climatiques et productions agricoles dans l'Ouest de la république centrafricaine*, Thèse de doctorat, Université d'Abomey-Calavi ; 2014.

en particulier. Les communautés rurales jouent un rôle de premier plan dans la bataille menée pour améliorer la sécurité alimentaire. Mais, en même temps, elles doivent faire face à l'évolution des conditions climatiques. Comprendre la diversité au sein de ces communautés permettrait, par conséquent, de mieux cibler le soutien qui leur est offert. Le genre est un aspect capital de cette diversité. Il détermine les rôles et les opportunités des hommes et des femmes, ainsi que leur accès aux ressources et aux processus nécessaires pour faire face au changement climatique⁴⁷.

Femme paysanne Turumbu et sécurité alimentaire



Figure 9. Apport de la femme paysanne Turumbu sur la sécurité alimentaire des ménages

De cette figure, il ressort clairement que l'apport de la femme paysanne à la sécurité alimentaire des ménages à Lilanda est perceptible. Tous nos enquêtés (100%), hommes et femmes nous ont répondu en souriant que sans la femme les membres des ménages ne mangeraient pas à Lilanda. Cependant, il sied de noter que, nonobstant ses capacités et sa disponibilité à renforcer la sécurité alimentaire au niveau du ménage, la femme actuellement est confrontée à plusieurs difficultés qui ne lui permettent plus d'être aussi efficace qu'avant. Dans un contexte de vulnérabilité accrue, la femme fait face à plusieurs changements qui la poussent à doubler des efforts afin de maintenir la sécurité alimentaire. Ceci rencontre des estimations de la FAO⁴⁸, selon lesquelles les femmes assurent plus de 50 pour cent de la production alimentaire agricole dans le monde. Toujours selon cette institution, les facteurs qui bloquent l'accès des femmes aux ressources essentielles du développement agricole augmentent non seulement leurs conditions de vie difficiles mais redoublent également les contraintes de tout le secteur agricole, de l'économie générale et de la société dans son ensemble⁴⁹.

Son accès limité au foncier également ne lui permet pas de remplir, parfois, pleinement ses tâches. Elle se contente uniquement de travailler sur la terre soit de son mari, soit de sa famille, mais jamais sur sa propre terre. Ci –dessous, les difficultés qu'elle rencontre dans l'exercice de ses activités.

⁴⁷FAO, *Guide de formation recherche sur le genre et les changements climatiques dans l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le développement rural*, deuxième édition, Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (ccaafs), Rome, 2013

⁴⁸FAO, *La contribution des femmes à la production agricole et à la sécurité alimentaire: situation actuelle et perspectives. Les femmes en tant que productrices de denrées alimentaires*, Rome, 1995

⁴⁹FAO, *Ibid*, p.1

Les difficultés rencontrées par la femme paysanne Turumbu dans l'exercice de son activité

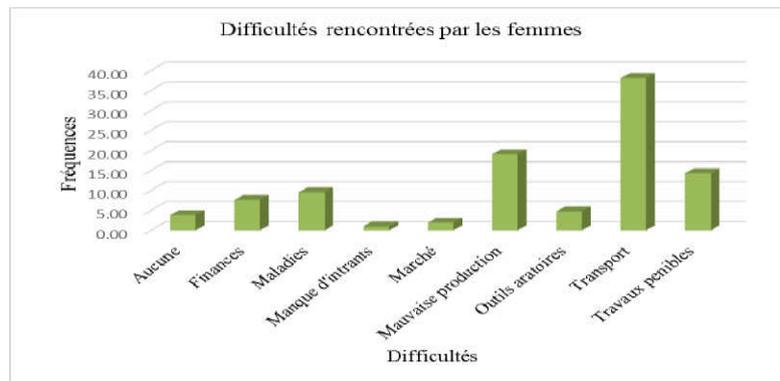


Figure 10. Les principales difficultés rencontrées par les femmes dans leurs activités

Eu égard à ce qui précède, il ressort que le transport des produits des récoltes constitue la plus grande difficulté (38%) que rencontrent les femmes paysannes de Lilanda. Ce problème est directement suivi par celui lié à une mauvaise production agricole (19%) observée dans le village. Les femmes affirment exercer aussi des travaux pénibles (14%). D'autres difficultés mineures (29%) telles que le manque d'accès aux moyens financiers pour entreprendre les activités, les maladies des plantes, le manque d'intrants agricoles, un outillage agricole rudimentaire, le manque d'accès au marché pour l'écoulement des produits agricoles sont également signalés dans le village de Lilanda.

Un nombre croissant d'études portent sur les rôles complexes que jouent les femmes dans la production alimentaire. Il convient ici de souligner que les femmes ne participent pas seulement à la production de subsistance : elles fournissent une part essentielle du revenu du ménage et produisent souvent des surplus commercialisables, ou aident d'autres membres de la famille dans la production de ces surplus⁵⁰. Sur les terres qui lui sont octroyées par son époux, son frère ou son père, ou des hommes de sa famille, la femme produit du vivrier pour nourrir la famille dont elle s'occupe ou dans laquelle elle vit⁵¹.

Comme le dit pertinemment bien le rapport de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2011: «Si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter de 20 à 30 pour cent les rendements de leur exploitation»⁵². Au moment de sa rédaction (2013), le nombre de personnes sous-alimentées avait dépassé le milliard, soit un sixième de la population mondiale.

⁵⁰ FRESCO, L., « Femmes et sécurité alimentaire : Implications pour la recherche agricole »

In *Femmes et politiques alimentaires*, Actes du Séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires. ORSTOM - CIE. Paris, 1985

⁵¹ Koné, M, Op.cit, p.21

⁵²FAO, Op.cit, p.3

Conclusion

La présente étude effectuée dans le village Lilanda situé dans la zone de transition de la réserve de biosphère de Yangambi, sur la route Kisangani-Isangi, dans la Province de la Tshopo en République Démocratique du Congo, donne un aperçu de la situation alimentaire en contexte de changements climatiques, où la femme paysanne, en plus des efforts fournis pour maintenir la sécurité alimentaire dans le ménage, doit également penser les stratégies de lutte contre ces changements dans un environnement vulnérabilisé. Les résultats montrent que, chez le peuple Turumbu, la femme accède au foncier, mais elle ne peut prétendre à la propriété foncière. Nonobstant ses capacités et sa disponibilité à renforcer la sécurité alimentaire au niveau du ménage, la femme actuellement est confrontée à plusieurs difficultés qui ne lui permettent plus d'être aussi efficace qu'avant. Cependant, sa participation à la sécurité alimentaire demeure perceptible. Les changements climatiques exercent une pression sur le système alimentaire, car ils modifient dangereusement les saisons culturales, entraînent le flétrissement des cultures, la baisse de la production et exigent ainsi à la femme plus d'efforts, alors que celle-ci est déjà vulnérable par la pauvreté structurelle de sa société. Ils menacent non seulement la productivité agricole, mais aussi le revenu et la santé des individus par leurs effets sur les moyens d'existence et sur l'environnement comme pensent Wheeler et Von Braun⁵³ à ce propos. Lilanda étant riverain à la RBYi, les perturbations de la sécurité alimentaire dans cette contrée est susceptible d'impacter négativement sur les efforts de la conservation des ressources naturelles de ladite réserve. Penser au renforcement des capacités de la femme paysanne pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans cette zone en contexte des changements climatiques, c'est également penser à la conservation durable des ressources naturelles de la RBYi.

⁵³ Wheeler, T. et Von Braun, J. « Climate change impacts on global foodsecurity ». *Science*, 341(6145), 508-513.2013.

Références bibliographiques

- ANAPI, 2016. *Investir dans le secteur agricole en République Démocratique du Congo*, Cahier Sectoriel, Ministère de l'agriculture-RDC, Kinshasa.
- Bambu Liena, P. et al, *Acquisition de terre par les populations urbaines auprès des communautés rurales de Kisangani*, Tropenbos International-RDC, Kisangani, 2014 ;
- BELANGER et al, *Impact des changements climatiques sur les risques de dommages hivernaux aux plantes agricoles pérennes*. Rapport final - Projet A084. Fonds d'action pour le changement climatique, 2001 ;
- BIBIANE, F., *La sécurisation foncière en milieu rural au Burkina Faso*, Conseil Européen de la Recherche, France, 2009 ;
- BOYEMBA, F.B., *Ecologie de Pericopsiselata (Harms) Van Meeuwen (Fabaceae), arbre de forêt tropicale africaine à répartition agrégée*. Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, Faculté des sciences, Belgique, 2011 ;
- CHERIF, S., *Construire la résilience au changement climatique par les connaissances locales : le cas des régions montagneuses et des savanes de Côte d'Ivoire*, FMSH-WP-2014-83 ;
- CHIDUMAYO, E., DAVID, O., KOWERO, G., LARWANOU, M., *Forêts, faune sauvage et changement climatique en Afrique*, African Forests, Nairobi, 2011 ;
- DIARRA, M. et CAUBERGS, L., *L'accès à la terre un défi commun pour les femmes et les hommes*, IFETE/CARE, Niger, 2013 ;
- DOUKPOLO, B., *Changements climatiques et productions agricoles dans l'Ouest de la république centrafricaine*, Thèse de doctorat, Université d'Abomey-Calavi, 2014 ;
- EBUIY, J., *Chute des litières et fertilité des sols sous plantations forestières dans le bassin du Congo : cas de la station I.N.E.R.A/Yangambi en R.D.C.* in Journal of Animal et Plant Sciences, Vol.31, Issue 1: 4843-4861, 2016 ;
- FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2017. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*, Rome, 2017 ;
- FAO, *La question du genre et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en situation de crise prolongée. Les femmes et les filles en tant qu'agents de résilience*, Rome, 2017 ;
- FRESCO, L., *Femmes et sécurité alimentaire : Implications pour la recherche agricole In Femmes et politiques alimentaires, Actes du Séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires*, ORSTOM – CIE, Paris, 1985 ;
- GIEC, *Changements climatiques 2007 : Rapport synthèse*, GIEC, Genève, 2007 ;
- HELPE. *Gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*, Rome, 2017 ;
- KABONGOWATSHIKAMBA, T., *Etude corrélative entre la phénologie du Pericopsiselata HARMS et les paramètres écoclimatiques dans la région de Yangambi en République Démocratique du Congo* in Géo-Eco-Trop., 2010 ;
- KENYA, *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*, GIEC, Genève, Suisse, 2007 ;

- KOMBELE, M., *Caractéristiques pédologiques comparées de termitières sous forêts primaires du plateau de Yangambi en cuvette centrale congolaise* in *Tropicultura*, 2002 ;
- KOMBELE, M., *Diagnostic de la fertilité des sols dans la cuvette centrale congolaise. Cas des séries Yangambi et Yakonde*, Thèse en sciences agronomiques et ingénierie biologique, Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques De Gembloux, 2004 ;
- KONE, M., *Femmes et foncier, des fiches pédagogiques pour comprendre, se poser de bonnes questions et agir sur le foncier en Afrique de l'ouest*, Côte d'Ivoire, 2011 ;
- KYALE, J., *Pratiques Traditionnelles de Conservation de la Nature à L'épreuve des Faits Chez Les Peuples Riverains de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RDC)* in *European Scientific Journal* vol.13, No.8 ISSN: 1857 – 7881, 2017 ;
- LARSON, M., *Droits fonciers et accès aux forêts : Manuel de formation à l'intention des chercheurs*, CIFOR, Bogor, Indonésie, 2013 ;
- MAINDO A. et LIKWANDJANDJA J-D., *Participation de la femme au processus de vente d'arbres en milieu rural : Résultats d'enquêtes sur les axes Ituri et Lubutu*, Tropenbos International-RDC, Kisangani, 2014 ;
- MAMPETA, S., *Populations, Pouvoirs et Conflits autour des concessions forestières : Quelle gouvernance pour une exploitation durable à Isangi (RDC)*, Editions Universitaires Européennes, Allemagne, 2012 ;
- MATE, JP., *Croissance, phytomasse et minéralomasse des haies des légumineuses améliorantes en cultures en allées à Kisangani (République Démocratique du Congo)*. Thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles, Faculté des sciences, 2001 ;
- MOHYMONT, B. et DEMAREE, G., *Courbes intensité durée fréquence des précipitations à Yangambi, Congo, au moyen de différents modèles de type Montana* in *Hydrological Sciences–Journal des Sciences Hydrologiques*, 51(2), 2006 ;
- MUNEZERO, C., KAMWENUBUSA, E., BIZONGWAKO, J.D., *Les enjeux de l'accès de la femme à la terre au Burundi, rapport alternatif sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, APDH, CAPAD et UNIPROBA Bujumbura, 2016 ;
- OSBORNE, K. et SOLAN., G., *Etude de cas sur le rôle et la place de la femme dans la médiation foncière au Nord Kivu*, Search for Common Ground-RDC, Goma, 2016 ;
- PRONAT, *Amélioration et sécurisation de l'accès des femmes au foncier au Sénégal*, Rapport scientifique : projet de recherche action participative n° 104383-001, 2003 ;
- QUIVY, R. et VAN CAMPENHOUDT, L., *Manuel de recherche en sciences sociales*, 2ème édition, Dunod, Paris, 1995.
- SESAME, *Sécurité alimentaire et changement climatique en Méditerranée et Afrique de l'Ouest : quel agenda d'action pour la COP 21 ?*, Paris, 2015 ;
- SIDA, *Women and land rights*, Gender Tool Box, 2015.
- SOUSSAMA, J., *S'adapter au changement climatique : agriculture, écosystème et territoires*, INRA, France, 2013 ;
- WORLD BANK GROUP, *Problématique de l'Accès des Femmes à la Propriété Foncière en Mauritanie. Etude de cas en préparation du (COP) pour promouvoir le genre*, 2015 ;

- WHEELER, T. et VON BRAUN, J. « Climate change impacts on global food security ». *Science*, 341(6145), 2013.